

Le pouvoir non-violent des victimes :
Apprendre à dire « Non ! »

Jean-Marie MULLER *

"Une nation de 350 millions de personnes n'a pas besoin du poignard de l'assassin, elle n'a pas besoin de la coupe de poison, elle n'a pas besoin de l'épée, de la lance ou de la balle de fusil. Elle a seulement besoin de vouloir ce qu'elle veut et d'être capable de dire "Non !", et cette nation apprend aujourd'hui à dire "Non !" ¹.

Gandhi

La victime, nous dit Le Robert, est une « personne qui souffre des agissements d'autrui ou d'événements néfastes ». Ainsi, la victime est une personne qui souffre d'une injustice qui viole ses droits et porte atteinte à sa dignité. Être victime, c'est toujours être victime d'une violence. Dès lors qu'il existe de multiples formes de violence, les victimes se trouvent dans des situations très différentes les unes des autres.

Dans sa relation à l'autre homme, l'individu doit être capable d'exercer le pouvoir qui lui permet d'acquérir et de protéger l'espace dont il a besoin pour vivre en liberté. Une relation de justice est fondée sur l'équilibre entre les

¹

The Collected Works of Mahatma Gandhi, The Publications Division, Ministry of Information and Broadcasting, Government of India., 1971, Vol. 48, p. 363.

pouvoirs des individus. Chacun doit exercer son propre pouvoir dans les limites qui permettent cet équilibre. Quand, par désir de puissance, l'individu cherche à dominer autrui, il n'hésitera pas à recourir aux moyens de la violence. Et celle-ci ne peut que provoquer un déséquilibre qui crée l'injustice.

Toute lutte pour la justice et la liberté est une lutte pour le pouvoir. Les relations entre les individus et les groupes sociaux, à l'intérieur d'une même collectivité, sont largement déterminées par les rapports de force qui existent entre eux. Les victimes d'une injustice sociale ne peuvent obtenir la reconnaissance de leurs droits que s'ils parviennent à acquérir suffisamment de pouvoir pour contraindre les pouvoirs établis à leur rendre justice

La justice est un équilibre de forces

Dans un contexte économique, social et politique déterminé, toute relation aux autres s'inscrit dans un rapport de force. La recherche de la justice est la recherche d'un équilibre entre des forces antagonistes, en sorte que les droits de chacun soient respectés. La lutte a pour fonction de créer un nouveau rapport de force dans le but d'établir cet équilibre. "L'ordre social, écrit Simone Weil, ne peut être qu'un équilibre de forces²." La justice sociale est l'équilibre de forces qui s'exercent en sens contraire. C'est pourquoi "la balance en équilibre, image du rapport égal des forces, a été de toute antiquité, et surtout en Égypte, le symbole de la justice³." L'injustice résulte donc du déséquilibre des forces par lequel les plus faibles sont opprimés par les plus forts. Dès lors, agir pour la justice, c'est rétablir l'équilibre des forces et cela n'est possible qu'en exerçant une force qui impose une limite à la force qui introduit le déséquilibre. Ainsi, pour Simone Weil, la "belle action", c'est "l'action qui termine, suspend le dialogue indéfini des déséquilibres qui se répondent, établit l'équilibre unique correspondant à la situation donnée⁴." L'action non-violente veut être cette "belle action" qui vise à établir l'équilibre des forces qui assure la justice et la paix.

2

Simone Weil, *Cahiers III*, Paris, Plon, 1956, p. 111.

3 Simone Weil, *Attente de Dieu*, Paris, Le livre de poche chrétien, 1963, p. 129.

4 Simone Weil, *Cahiers I*, Paris, Plon, 1951, p. 52.

Le réalisme conseille aux victimes de choisir la non-violence, parce que la capacité de violence des oppresseurs est toujours démesurément plus grande que la capacité de violence des opprimés. En choisissant la violence, les opprimés ne pourront que provoquer un surcroît de répression de la part des oppresseurs en les enfermant dans leur logique de violence. Dès lors, pour lutter contre leur oppression, c'est un impératif catégorique pour les opprimés de déjouer la répression des oppresseurs.

Un « Non ! » qui défie la réalité

Selon Gandhi, ce qui fait la puissance de l'empire britannique aux Indes, ce n'est pas tant la capacité de violence des Anglais que la capacité de soumission des Indiens. "Ce ne sont pas tant les fusils britanniques, affirme-t-il, qui sont responsables de notre sujétion que notre coopération volontaire⁵." Dès lors, pour se libérer du joug qui pèse sur eux, les Indiens doivent cesser toute coopération avec le gouvernement qui les opprime. "Le gouvernement, assure Gandhi, n'a aucun pouvoir en dehors de la coopération volontaire ou forcée du peuple. la force qu'il exerce, c'est notre peuple qui la lui donne entièrement. Sans notre appui, cent mille Européens ne pourraient même pas tenir la septième partie de nos villages. (...) La question que nous avons devant nous est par conséquent d'opposer notre volonté à celle du gouvernement ou, en d'autres termes, de lui retirer notre coopération. Si nous nous montrons fermes dans notre intention, le gouvernement sera forcé de plier devant notre volonté ou de disparaître⁶."

Il arrive souvent que les victimes collaborent avec l'injustice qu'ils subissent et deviennent eux-mêmes les acteurs des maux qu'ils endurent. Cette collaboration rend les opprimés co-responsables de l'oppression. Les opprimés se trouvent ainsi enfermés dans un processus de "victimisation" qui leur fait regarder leur oppression comme une fatalité devant laquelle ils ont le sentiment d'être totalement impuissants. Le premier acte de la résistance est de refuser d'être victime, d'opposer à l'injustice un "Non !" qui défie la fatalité.

⁵ Gandhi, *Tous les hommes sont frères*, Paris, Gallimard, Col. Idées, 1969, p. 247.

⁶ Gandhi, *La Jeune Inde*, Paris, Stock, 1948, p. 195.

La méthode de l'action non-violente doit se démarquer clairement de cette logique de victimisation de ceux qui subissent l'injustice. Cette logique tend à considérer ces personnes comme des individus sans responsabilité dans leur passé, leur présent et leur avenir ; elle en fait des assistés privés d'autonomie. Dans cette perspective, une action non-violente n'est pas une simple *assistance* des victimes, mais un *accompagnement* qui permet une *coopération* avec elles.

L'un des effets de la victimisation est d'enfermer les victimes dans la peur. Celle-ci leur donne un sentiment d'impuissance qui les conduit à se résigner. Dès lors que les victimes ont décidé de se moquer de leur peur et d'oser défier ouvertement les puissants qui les assujettissent, elles deviennent capables de prendre et d'exercer leur propre pouvoir. À partir de ce moment, la route est encore longue, mais la voie est ouverte à leur libération.

Un autre effet pervers de la victimisation est d'enfermer la victime dans son isolement. Pour les victimes aussi, pour les victimes surtout, c'est l'union qui fait la force. Il importe donc que les victimes se rassemblent afin d'exercer la force organisée du nombre.

Le 2 juillet 1964, King assiste à la Maison-Blanche à la signature par le Président Johnson de la Loi sur les droits civiques. « Cette loi, affirme-t-il, avait commencé à s'écrire dans les rues. » « Grâce aux manifestations, les Noirs ont appris que l'unité et le militantisme sont plus forts que les balles. Ils ont découvert que les coups de matraque, les piques électrifiées destinées au bétail et utilisées contre les manifestants ou les coups de poing, font moins de mal que les cicatrices de la soumission. Et les ségrégationnistes ont appris grâce aux manifestations que les Noirs, dressés à avoir peur, peuvent aussi apprendre à ne pas avoir peur⁷. »

Le principe de non-coopération

Le principe essentiel de la stratégie de l'action non-violente est celui de non-collaboration. Il repose sur l'analyse suivante : dans une société, ce qui fait la force des injustices du désordre établi, c'est la complicité, c'est-à-dire la coopération passive, volontaire ou forcée de la majorité silencieuse des

citoyens. La résistance non-violente vise à rompre cette complicité par l'organisation d'actions collectives de non-coopération avec les structures sociales, économiques ou politiques qui engendrent et maintiennent ces injustices.

Les puissants qui veulent imposer leur bon vouloir à un groupe social ou à une collectivité politique ont pour principal pouvoir celui que leur donnent ceux qui, bon gré mal gré, coopèrent avec eux. Il s'agit, dès lors d'organiser la résistance en appelant chaque membre de ce groupe ou de cette collectivité à retirer son soutien aux puissants, les privant ainsi des concours dont ils ont besoin pour assurer leur domination. La contrainte devient effective à partir du moment où les actions de non-coopération parviennent à tarir les sources du pouvoir des autorités établies qui n'ont plus les moyens de se faire respecter et obéir. Ainsi un nouveau rapport de force peut s'établir qui permet aux résistants d'exercer leur pouvoir et de faire reconnaître leurs droits.

Dans cette perspective, la stratégie de l'action non-violente vise à organiser des actions de non-collaboration avec les institutions, les lois, les idéologies, les régimes, les États qui portent atteinte aux libertés et aux droits de l'être humain. L'objectif à atteindre est de paralyser les rouages essentiels des divers mécanismes d'exploitation ou d'oppression afin de rétablir l'État de droit.

En réalité, face à l'injustice, les hommes sont beaucoup plus tentés de se résigner à la collaboration que de recourir à la violence. Le mot de collaboration évoque généralement l'attitude de ceux qui pactisent avec l'ennemi, mais il convient de lui donner une acception beaucoup plus large : la collaboration est l'attitude de tous ceux qui pactisent avec l'injustice du désordre établi. Aussi ne convient-il pas tant d'opposer la non-violence à la violence d'une minorité, que d'opposer la non-violence à la collaboration de la majorité.

Parce que la résignation est silencieuse et que la première complicité avec le mensonge et l'injustice est de se taire, la première action de non-coopération sera de rompre ce silence en prenant la parole ouvertement afin de

⁷ Martin Luther King, *Autobiographie*, Paris, Bayard, 2000, p. 296.

faire valoir les requêtes de la vérité et les revendications de la justice. La première résistance contre l'injustice est de venir la dénoncer sur la place publique. Cette prise de parole est déjà une prise de pouvoir. Par elle, se trouve brisé le monopole de la parole revendiqué par les pouvoirs établis dont la force repose sur la résignation de la "majorité silencieuse".

Dans un premier temps, cette non-coopération peut s'organiser dans le cadre même de la légalité. Il s'agit d'épuiser toutes les possibilités qu'offrent les moyens légaux dans le fonctionnement normal des institutions démocratiques de la société. Mais lorsque celle-ci n'offre plus de moyens permettant de combattre efficacement l'injustice, alors la résistance non-violente doit s'engager dans des actions de désobéissance civile.

** Philosophe et écrivain, Jean-Marie Muller est membre-fondateur du Mouvement pour Une Alternative Non-Violente (MAN : www.non-violence.fr). Il est l'auteur de nombreux livres sur la non-violence reconnus comme des ouvrages de référence. Plusieurs sont traduits à l'étranger. Animateur et formateur, il s'est rendu dans de nombreux pays (notamment en Afrique, en Amérique Latine et au Moyen-Orient) à l'invitation de mouvements qui luttent pour les droits de l'être humain.*

Jean-Marie Muller est le lauréat 2013 du Prix international pour la promotion des valeurs gandhiennes décerné par la Fondation indienne Jannalal Bajaj.

Site personnel : www.jean-marie-muller.fr